

048	UTBM service communication	Dépêche AEF n° 193769	13 février 2014
		Enseignement supérieur	Pascal Brochet - Conseil d'Administration - gouvernance - politique - statuts - directeur - Y. Ménat

Dépêche n° 193769 Alexandra Caccivio
Dijon, jeudi 13 février 2014, 19:13:55 Ligne directe : 03 80 77 04 07

AEF INFORMATIONS SPÉCIALISÉES Domaine : Enseignement supérieur
Rubriquage : Actualité - Ecoles d'ingénieurs - Gouvernance - Université

Reproduction et diffusion interdites sans autorisation écrite de AEF

Après la démission du président du CA, l'UTBM doit « améliorer » ses statuts (Pascal Brochet, directeur)

« Améliorer » les statuts de l'université de technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM) : c'est l'objectif de Pascal Brochet, son directeur, qui souhaite la création d'un conseil académique qui jouerait le rôle de « contre-poids » face au conseil d'administration, et d'un conseil d'orientation stratégique « indépendant ». Le 24 janvier 2014, le président du conseil d'administration de l'UTBM, Yves Ménat, a démissionné, deux mois après l'adoption en CA en novembre d'une motion dans laquelle la gestion de l'UTBM était attaquée. Le directeur de l'UTBM doit aujourd'hui désamorcer les tensions internes. « Le travail pour préparer le prochain CPER a permis de rassembler les équipes autour de projets », dit Pascal Brochet. Le CA de l'UTBM a adopté à l'unanimité, vendredi 7 février 2014, le projet de l'établissement.



Pascal Brochet, directeur de l'UTBM

© UTBM

« Le départ d'Yves Ménat a permis d'apaiser les choses », déclare à AEF Pascal Brochet, directeur de l'université de technologie de Belfort-Montbéliard. Yves Ménat, ex-directeur de General Electric à Belfort, était le président du conseil d'administration de l'UTBM jusqu'à sa démission en conseil d'administration le 24 janvier 2014. Interrogé par AEF, il n'a pas souhaité s'expliquer sur sa décision, indiquant ne pas vouloir « mettre d'huile sur le feu ». Anne Falanga, adjointe au directeur des applications militaires du CEA, assure la présidence par intérim jusqu'à l'élection d'un nouveau président, prévue fin mai, après les élections municipales. Réuni vendredi 7 février 2014, le CA a adopté « à l'unanimité » le projet présenté par le comité de direction, pour le prochain contrat de projets État-Région.

La gouvernance de l'UTBM, « sur les conseils du ministère », va évoluer, indique Pascal Brochet, qui, « face aux dysfonctionnements entre le CA et le comité de direction », a demandé une mission d'expertise à l'IGAENR en juin dernier. Pascal Brochet est le quatrième directeur recruté à l'UTBM en cinq ans. En poste depuis deux ans et demi, il recense 60 dossiers qui, inscrits à l'ordre du jour des CA, n'ont pas été traités.

UN CONSEIL D'ORIENTATION STRATÉGIQUE

Le CA de l'UTBM tend « à sortir de son rôle (aider à définir une stratégie) pour être un CA 'opérationnel' », explique Pascal Brochet. Il est composé de 30 membres dont, outre des représentants des entreprises du territoire, six élus dans les collectivités locales (1). « Nous avons besoin des politiques à nos côtés mais nous souffrons d'un jeu des acteurs, qui se durcit en période électorale », dit Pascal Brochet. Le jeu d'alliances politiques est amplifiée par le nombre important des enseignants-chercheurs qui, à l'UTBM, ont par ailleurs des mandats électoraux.

« Sur les conseils du ministère, je vais monter un comité d'orientation stratégique (COS) extérieur à l'UTBM », indique Pascal Brochet. Ce COS, « indépendant », « sera composé de personnes qui n'ont pas d'intérêts locaux en jeu ». « Il sera composé de 6 à 8 personnes qui se réuniront une fois par an pour apporter une vision externe ouverte sur ce qui se passe à l'international », précise le directeur, qui vise parmi ses membres « des anciens présidents d'université à l'étranger et des capitaines d'industrie expérimentés qui ne seront pas nécessairement liés au territoire ».

RENFORCER LE POIDS DU CEVU ET DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

Pascal Brochet estime que les statuts de l'UTBM doivent évoluer. « J'attends le retour de l'IGAENR, précisez-le. Mais il y a des curiosités dans les statuts de l'UTBM où, par exemple, les directeurs des départements ne peuvent pas être élus au CA. De même, dans le codir, il n'y a pas de représentation des laboratoires. » Pascal Brochet envisage de renforcer le rôle du conseil scientifique et du Cevu « en les transformant en conseil académique ». Ce conseil académique aurait « un rôle de contre-poids » face au CA. « Aujourd'hui, nous avons un petit Cevu et un petit conseil scientifique, au rôle consultatif, face à un gros conseil

d'administration qui ne les entend pas », dit-il. En interne, le conseil académique « rendrait également les procédures de recrutement plus sereines et il serait moins soumis aux manœuvres et aux pressions », ajoute le directeur.

« La période est propice à améliorer les statuts de l'UTBM », dit Pascal Brochet. Depuis 2001, l'UTBM a doublé ses effectifs étudiants, passant de 1 400 à 2 700 jeunes en formation. L'UTBM est **aujourd'hui** sous-dotée en postes : « Il manque 76 postes sur 400. » Résultat, « l'UTBM connaît une vraie crise de croissance », accentuée par une gouvernance qui n'est plus adaptée. « Les méthodes sont restées un peu 'familiales' alors que nous avons besoin d'évoluer sur le plan qualitatif ». Depuis 2011, de plus, l'UTBM est passée aux **RCE**. « Cela s'est fait dans une période de vacance du pouvoir à l'UTBM, avant mon arrivée, dit Pascal Brochet. Les personnels n'ont pas compris que les RCE représentaient un changement profond, qui implique que nous devons gérer notre masse salariale et que nous devons aller chercher nos ressources. Le travail est encore en cours pour mettre en place de nouvelles procédures et une gouvernance plus structurée. »

UNE MOTION « SANS FONDEMENTS »

Sur le plan de la formation, il estime que l'UTBM ne souffre pas de la situation. « Nous avons mis en place les parcours personnalisés dès la première année, avec un emploi du temps différent pour chaque étudiant. Nous avons déjà semestrialisé la formation, selon le modèle des UT, avec deux rentrées par an. C'est compliqué et coûteux mais les résultats en termes de recrutement sont là : nos jeunes diplômés ne restent que 1,2 mois en recherche d'emploi. L'établissement fonctionne et il fonctionne bien », avec de nouvelles ambitions : « devenir la première formation d'ingénieur par apprentissage ». À la rentrée en **septembre 2014**, l'ensemble des cursus proposés par l'UTBM seront accessibles par cette voie, dans laquelle sont déjà inscrits cette année environ 250 jeunes.

Pascal Brochet estime ainsi « sans fondements » la motion adoptée en novembre dernier par le CA, invoquant de graves dysfonctionnements dans l'établissement. Cette motion a été adoptée sans le directeur et sans les invités permanents, invités à quitter la séance, selon une procédure « contraire aux règles de fonctionnement ». « **Vendredi** dernier, cette séance a été requalifiée par un élu de 'procès stalinien' », raconte Pascal Brochet.

LES PROJETS DÉFENDUS AU TITRE DU CPER

Aujourd'hui, « il faut se remettre en route » après la période de crise. « Le travail pour préparer le prochain CPER a permis de rassembler les équipes et de rapprocher les départements autour de projets », dit Pascal Brochet. La mise en place de six plateformes thématiques (2), notamment, « va permettre à l'UTBM de ne plus fonctionner en tuyaux d'orgue mais de créer des axes d'intervention transversaux qui peuvent faire changer la structure de l'établissement ». L'UTBM chiffre ce projet à 28,7 millions d'euros auxquels s'ajoutent 4,3 millions d'euros pour la création d'un learning center (la « ruche numérique »).

Le projet que l'UTBM soumet aux décideurs dans le cadre des travaux préparatoires au prochain CPER, a été adopté à l'unanimité lors du conseil d'administration, le 7 février. C'est, pour Pascal Brochet, « un signe positif » qui montre que la situation s'apaise et que les membres du CA « ne doutent plus de la capacité de l'UTBM à prendre son avenir en main ».

L'UTBM travaille par ailleurs sur le rattachement de l'Esta (l'École supérieure des technologies et des affaires de Belfort) prévu en septembre prochain. Avec cette business school, qui compte 200 étudiants formés sur quatre ans, l'UTBM proposera un nouveau master sur l'entrepreneuriat technologique, « qui sera la 5e année de l'Esta ». Les étudiants de l'Esta pourraient, par ailleurs, accéder à deux autres masters que l'UTBM propose déjà. Inversement, les étudiants de l'UTBM pourront bénéficier des compétences des enseignants de l'Esta, notamment en marketing, traité par un seul **Prag** à l'UTBM.

(1) Yves Ackermann, président du conseil général du Territoire de Belfort ; Patrick Bontemps, vice-président du conseil régional de Franche-Comté ; Etienne Butzbach, président de la communauté d'agglomération belfortaine ; Paul Coizet, vice-président du conseil général du Doubs ; Jacques Hélias, président du pays de Montbéliard Agglomération ; Jean-Pierre Chevènement, sénateur du Territoire de Belfort.

(2) Ces 6 plateformes sont : CIME, systèmes et technologies de l'énergie ; H2TECH, systèmes piles à combustible et technologies de l'hydrogène ; Mobilittech, systèmes et technologies des transports et de la mobilité ; TITAN, processus d'ingénierie ; MIFHySTO, processus de microfabrication ; OCTEET, processus d'innovation.



Contact : UTBM, François Jouffroy, chargé de la communication, **03 84 58 32 82**,
francois.jouffroy@utbm.fr, www.utbm.fr